



CHAPITRE 170

Loi refondant la charte de La compagnie
Paquet, Limitée

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

Préam-
bule.

ATTENDU que La compagnie Paquet, Limitée, a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 1 Édouard VII, chapitre 73, modifiée par la loi 11 George VI, chapitre 137;

Qu'elle est en voie de réaliser des développements considérables et qu'il y a lieu, afin de favoriser ces développements, d'augmenter son capital-actions en précisant le nombre des actions ordinaires et des actions privilégiées qu'elle pourra émettre;

Qu'il y a lieu également, pour les mêmes raisons, d'augmenter ses pouvoirs d'emprunt, de mieux préciser ses pouvoirs corporatifs et de faire disparaître certaines dispositions de sa charte originaire qui n'ont plus maintenant leur raison d'être, et attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1901,
c. 73,
remp.

1. La loi 1 Édouard VII, chapitre 73, modifié par la loi 11 George VI, chapitre 137, est abrogée et remplacée par la présente.

Existence
continué.

2. Nonobstant l'article 1, le corps politique et incorporé constitué en vertu des lois abrogées par la présente loi n'est pas dissous mais continue d'exister comme la

CHAPTER 170

An Act to consolidate the charter of The
Paquet Company, Limited

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Preamble.

WHEREAS The Paquet Company, Limited, has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 1 Edward VII, chapter 73, amended by the act 11 George VI, chapter 137;

That it is undergoing considerable expansion and it is expedient, in order to further such expansion, to increase its capital stock by specifying the number of common shares and preferred shares that it may issue;

That it is expedient also, for the same reasons, to increase its borrowing powers and set out more precisely its corporate powers and remove certain provisions of its original charter which are no longer called for, and whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 1 Edward VII, chapter 73, amended by the act 11 George VI, chapter 137, is repealed and replaced by this act.

1901,
c. 73,
replaced.

2. Notwithstanding section 1, the body politic and corporate constituted under the acts repealed by this act is not dissolved but continues to exist as the same

Existence
continued.

même corporation, avec tous les pouvoirs, privilèges et droits inhérents à de telles corporations en vertu des lois qui s'y appliquent.

corporation, with all the powers, privileges and rights inherent to such corporations under the laws which apply thereto.

Désignation.

3. Ledit corps politique et incorporé (ici appelé "la compagnie") continue d'être désigné sous le nom, en français, de "La compagnie Paquet, Limitée", et, en anglais, "The Paquet Company, Limited".

3. The said body politic and corporate (herein called "the company") shall continue to be designated under the name, in French, of "La compagnie Paquet, Limitée", and in English, "The Paquet Company, Limited".

Designation.

Bureau principal.

4. Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Québec.

4. The head office of the company shall be in the city of Quebec.

Head office.

Capital-actions.

5. Le capital-actions de la compagnie sera de six millions de dollars, soit:

a) un million cinq cent mille dollars divisé en cent cinquante mille actions ordinaires de dix dollars chacune. Les détenteurs actuels d'actions ordinaires auront droit de recevoir pour chaque action de cent dollars qu'ils détiennent, dix actions d'une valeur au pair de dix dollars chacune, la subdivision devant s'effectuer pour le reste en suivant les formalités des articles 149 et 151 de la Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276);

b) quatre million cinq cent mille dollars divisé en quarante-cinq mille actions privilégiées de cent dollars chacune, ces dernières actions devant pour le reste être émises et déterminées en suivant les formalités de l'article 142 de la Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276).

5. The capital stock of the company shall be six million dollars namely:

a. one million five hundred thousand dollars divided into one hundred and fifty thousand common shares of ten dollars each. The present holders of common shares shall have the right to receive for each share of one hundred dollars which they hold, ten shares of a par value of ten dollars each, the subdivision to be effected in other respects according to the provisions of sections 149 and 151 of the Quebec Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 276);

b. four million five hundred thousand dollars divided into forty-five thousand preferred shares of one hundred dollars each, the latter to be issued and determined in other respects according to the provisions of section 142 of the Quebec Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 276).

Capital stock.

Droits, etc.

6. La compagnie a tous les droits, privilèges et pouvoirs des autres compagnies constituées en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276 et ses amendements) et spécialement, elle peut:

a) avoir un sceau corporatif et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir et posséder, par tout mode légal, vendre, aliéner des biens meubles et immeubles, corporels et incorporels, et des actions d'autres compagnies, ou en disposer autrement; administrer ces biens, les louer et en retirer des revenus;

6. The company shall have all the rights, privileges and powers of other companies incorporated under Part II of the Quebec Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 276 and its amendments) and in particular may:

a. have a corporate seal and alter it at will;

b. appear before the courts;

c. acquire and possess, by any legal means, sell alienate moveable and immoveable property, corporeal and incorporeal, and shares of other companies, or otherwise dispose of the same; administer such property, rent it and derive revenues therefrom;

Rights, etc.

d) acquérir, posséder et exploiter, à Québec et ailleurs, des établissements de commerce de gros et de détail, de mégisserie, de repassage et de teinture des peaux, de ganterie, de fabrication de chapeaux et autres industries quelconques;

e) acheter, importer, vendre et exploiter les matériaux nécessaires à son entreprise et les produits de ladite entreprise, le tout aux conditions que les directeurs jugeront convenables;

f) faire toutes choses nécessaires à l'entretien, au changement et à la réparation desdits biens meubles ou immeubles;

g) exercer tous autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour l'accomplissement légitime et convenable des objets et des obligations de la compagnie, pour l'exploitation de ses industries et de son commerce;

h) ériger, maintenir et opérer toute construction pour la réalisation de ses buts et la poursuite de ses fins;

i) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

j) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode légal et spécialement par lettres de change, billet ou autres effets négociables;

k) exercer le pouvoir d'emprunter, d'hypothéquer, d'émettre des obligations, de constituer des nantissements et des gages prévus à l'article 165 de la susdite Loi des compagnies de Québec, et en suivant les formalités y indiquées;

l) nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, hypothéquer, nantir ou mettre en gage la totalité ou une partie des biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs de la corporation, où qu'ils soient situés, pour assurer le paiement de ces valeurs mobilières, ou donner seulement une partie de ces garanties pour les mêmes fins; constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans le présent sous-paragraphe, par acte de fidéicommiss, ou de toute autre manière;

m) nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, où que tels immeubles ou biens meubles soient situés, ou donner ces diverses

d. acquire, possess and operate, in Québec and elsewhere, wholesale and retail trading establishments, also establishments for tawing, dressing and dyeing hides and skins, glove-making, hat-making and other industries generally;

e. purchase, import, sell and deal with the materials necessary for its undertaking and the products thereof, the whole on such conditions as the directors may deem advisable;

f. do everything necessary in connection with the maintainance, changing and repairing of the said moveable and immoveable property;

g. exercise all other powers that may be necessary for the lawful and proper fulfilment of the objects and obligations of the company and for the carrying on of its industries and commerce;

h. erect, maintain and operate any construction for the fulfilment of its purposes and the pursuit of its objects;

i. bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;

j. borrow money on its credit by any legal method and specially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

k. exercise the right to borrow, hypothecate, issue bonds, mortgage and pledge as provided in section 165 of the aforesaid Quebec Companies Act and in accordance with the formalities indicated therein;

l. notwithstanding any general law or special act to the contrary, hypothecate, mortgage or pledge, in whole or in part the moveable or immoveable property, present or future, of the corporation, wherever they may be situated, to secure the payment of such negotiable securities, or give a part only of such guarantee for the same purposes; constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this paragraph, by trust deed, or in any other manner;

m. notwithstanding any general law or special act to the contrary, hypothecate or mortgage the immoveables, or pledge or otherwise encumber in any way whatsoever the moveable property of the corporation, wherever said immoveables or moveable property may be situated,

espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts contractés autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats ou engagements de la corporation;

n) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée soit directement en son nom, soit indirectement au nom de fiduciaires;

o) établir et maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, fonds de pension et avantages de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie (ou de ses prédécesseurs en affaires) ou aux dépendants ou parents de ces personnes; aider à l'établissement et au maintien desdits fonds de pension et avantages, associations, institutions, caisses et fiducies; accorder des pensions et des allocations; souscrire auprès d'assureurs des contrats d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance, pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile.

Fonds de pension.

Les modalités du fonds de pension seront décidées par un règlement des directeurs, approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée à cette fin, et subordonné à l'approbation préalable du surintendant des assurances de la province.

Limite.

7. Le montant total des obligations et des hypothèques ne devra pas excéder quatre millions de dollars.

Règlements, etc.

8. Tous règlements, résolutions ou autres procédures, édictés, passés ou adoptés par la compagnie antérieurement à la sanction de la présente loi continueront d'avoir force et effet jusqu'à leur révocation ou modification, conformément aux dispositions de la loi.

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

or give such various kinds of guarantee, to secure the payment of loans contracted otherwise than by a bond issue, as well as the payment or execution of other debts, contracts or undertakings of the corporation;

n. invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name, or indirectly in the name of trustees;

o. establish and maintain associations, institutions, funds (caisses), trusts, pension funds and advantages of a nature to benefit the employees or the former employees of the company (or of its predecessors in business) or dependents or relatives of such persons; aid in the establishment and maintenance of the said pension funds and advantages, associations, institutions, funds (caisses) and trusts; grant pensions and allowances; enter into insurance contracts with insurers, and subscribe or guarantee funds for charitable or benevolent purposes, for any exhibition or for any public, general or useful purpose.

The modalities of the pension fund shall be decided upon by a by-law of the directors, approved by the vote of at least two-thirds of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for such purpose, and subject to the previous approval of the Superintendent of Insurance of the Province.

Pension fund.

7. The total amount of bonds and hypothecs shall not exceed four million dollars.

Limit.

8. All by-laws, resolutions, or other proceedings enacted, passed or adopted by the company before the sanction of this act shall continue to have force and effect until they are repealed or amended in conformity with the provisions of the law.

By-laws, etc.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.